

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 7 juin 2013

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société DALKIA BIOMASSE

Commune d'ORLEANS

**Proposition d'un arrêté préfectoral
complémentaire**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement. Il présente les prescriptions complémentaires applicables au site DALKIA BIOMASSE d'ORLEANS suite aux modifications apportées par l'exploitant à ses installations en cours de construction de la centrale biomasse et suite au retour d'expérience en ce qui concerne les chaudières fonctionnant à la biomasse soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement encadrées par l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth autorisées ou modifiées à compter du 1^{er} novembre 2010.

I. Présentation de la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS et contexte

La société DALKIA BIOMASSE ORLEANS exploite une centrale de cogénération biomasse située le long de l'avenue Claude Guillemin à côté de la chaufferie urbaine SOCOS, dans le quartier d'ORLEANS La Source sur la commune d'ORLEANS.

Cette installation est destinée à fournir de la chaleur sur le réseau existant du quartier de la Source (en appoint ou en substitution des moyens de production existants) et à produire de l'électricité (à partir de biomasse) injectée sur le réseau public et vendue à EDF.

1.1. Situation administrative

Les activités qui seront exercées sur le site DALKIA BIOMASSE ORLEANS à ORLEANS-la-SOURCE relèvent des rubriques suivantes au titre de la nomenclature des installations classées :

- Régime de l'autorisation pour la rubrique 2910-A (combustion),
- Régime de la déclaration pour les rubriques 2260 (broyage, concassage, criblage des substances végétales et de tous produits organiques) et 1532 (dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues).

L'établissement DALKIA BIOMASSE ORLEANS est soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2012 autorisant la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS à exploiter une centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse située avenue Claude Guillemin à ORLEANS.

II. Objet du présent rapport

Le 3 décembre 2012 l'exploitant a déposé en préfecture du Loiret une demande de modification du dossier d'autorisation d'exploiter du 21 mars 2012.

1.2. nature des modifications apportées par l'exploitant au dossier d'autorisation d'exploiter

Les modifications portent sur les points suivants :

- le stockage de la biomasse est en ouvrage aérien au lieu d'un stockage enterré pour un volume de 4 540 m³ (identique au volume précédent) et dont les dimensions sont les suivantes :
 - o dimensions de l'ancienne fosse de stockage : 31 m x 19 m,
 - o dimensions du nouveau stockage aérien (stockage passif) : 32 m x 21 m.
- des équipements de convoyage du bois situés en extérieur (tour de criblage, système de dépoussiérage du circuit d'alimentation biomasse),
- un décalage des bâtiments de 3 mètres vers l'avenue Claude Guillemin,
- des modifications des moyens de défense incendie (mise en place du sprinklage de la zone de manutention de la biomasse),
- une modification de la capacité de rétention des eaux d'extinction, tenant compte de la modification de la configuration du stockage biomasse (aérien au lieu de fosse).

1.3. principales modifications apportées à l'arrêté préfectoral du 21 mars 2012

Article 7.7.6.2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire – plan d'intervention mutualisé

Dans le cadre de la protection de la centrale biomasse contre les effets des phénomènes dangereux générés par la société SOCOS, la société DBO et la société SOCOS disposent d'un Plan d'Intervention Mutualisé (PIM) en commun.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire décrit les éléments contenus dans le plan d'intervention mutualisé qui sont les suivants :

- la description des mesures à prendre en cas d'accident chez SOCOS et inversement dans le PIM de la société DBO,
- la présence d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez DBO en cas d'activation du PIM chez SOCOS,
- l'information mutuelle lors de la modification d'un des deux PIM,
- la communication par SOCOS auprès de DBO sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact chez DBO.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrit également qu'un exercice commun mettant en oeuvre le PIM soit organisé entre les deux sociétés, à minima une fois par an.

Article 7.7.7.1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire – bassin de confinement et bassin d'orage

Dans le cadre de sa demande de modification, l'exploitant a mis à jour le calcul de la dimension de la rétention des eaux d'extinction selon le guide pratique D9A pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction.

La principale modification porte sur la prise en compte du sprinklage de la zone de manutention de la biomasse qui engendre un volume d'eau supplémentaire à prendre en compte de 484 m³.

En conséquence, l'article 7.7.7.1 du projet d'arrêté complémentaire prévoit que les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou

d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) seront raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 807 m³.

Le même article prévoit que le bassin de confinement est constitué par la fosse des eaux pluviales de 350 m³, par les deux cuves des eaux de process d'un volume total de 40 m³ et par les fosses de l'atelier biomasse d'un volume total de 680 m³ dont 150 m³ sous le dépotage, 330 m³ sous le convoyeur et 200 m³ sous le local bande à bords.

Article 8.2.5 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire – Qualité et traçabilité de la biomasse

En annexe de sa demande de modification, l'exploitant a développé des préconisations concernant la méthodologie de contrôle et d'analyse de la biomasse.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prend en compte les préconisations développées par l'exploitant en prescrivant à l'article 8.2.5.1 l'établissement d'une procédure portant sur les opérations de contrôle qu'il effectue périodiquement sur la biomasse et explicitant les mesures mises en œuvre dans le cas d'échantillonnage non-conforme.

Le même article prescrit que des consignes écrites relatives aux contrôles et à la réception de la biomasse sur le site doivent être établies par l'exploitant et connues de l'ensemble du personnel travaillant au poste de réception et acceptation des combustibles.

Il prescrit également que chaque camion réceptionné doit faire l'objet d'un contrôle visuel par une personne compétente et formée pour vérifier la conformité de la livraison et détecter tout produit impropre. Les paramètres suivis pour ce type de réception doivent être clairement définis, les seuils d'acceptation également.

En outre l'article 8.2.5 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrit que les contrôles réalisés doivent être tracés dans le cadre d'un registre journal consultable sur le site et qui contient les éléments suivants :

- les dates et heures de livraison,
- l'identité du transporteur,
- le tonnage et la nature du bois entrant,
- l'identité du fournisseur et son origine,
- la nature et les caractéristiques du bois reçu,
- le résultat des contrôles d'admission des camions,
- les rapports d'analyse réalisées par le laboratoire accrédité sur des lots de bois.

III. Proposition de l'inspection des installations classées :

Compte-tenu du fait que l'exploitant a déposé le 3 décembre 2012 en préfecture du Loiret une demande de modification du dossier d'autorisation d'exploiter du 21 mars 2012 et compte-tenu des modifications apportées au précédent arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du LOIRET, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, que les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire se substituent à celles de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2012, ceci à fin de simplification administrative.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le Préfet du LOIRET de prendre, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, un arrêté préfectoral complémentaire :

- Intégrant l'article 7.7.6.2 relatif à l'établissement d'un plan d'intervention mutualisé commun entre la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS et la société SOCOS,
- modifiant l'article 7.7.7.1 relatif au bassin de confinement et bassin d'orage pour tenir compte de la modification du dimensionnement suite à la prise en compte du volume engendré par le sprinklage de la zone de manutention de la biomasse,
- intégrant l'article 8.2.5 relatif aux mesures mises en œuvre par l'exploitant pour s'assurer de la qualité et de la traçabilité de la biomasse entrante dans son installation.

Un projet d'arrêté est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à
M. le Préfet de la Région Centre

Pour le directeur,

Signé